

Réf : ARRETE/2022/N° 739 /6.1

Objet : Commissionnement d'un agent de police municipale en matière d'infraction d'urbanisme

Le Maire,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L 2212.1 et suivants,

Vu le code de l'urbanisme, notamment les articles L. 480-1, L610-1 et suivants,

Considérant la nécessité d'assurer sur le territoire communal le respect des règles d'urbanisme, découlant des lois ou règlements, ainsi que des autorisations individuelles d'occupation du sol, et de commissionner un agent pour rechercher et constater les infractions en la matière,

Considérant le fait que M. Anthony NARDELLA, Gardien-Brigadier, dûment assermentée en qualité d'agent de police municipale en date du 22 mars 2021, remplit les conditions pour être commissionnée à cet effet,

ARRETE

ARTICLE 1 : M. Anthony NARDELLA est commissionné à l'effet de procéder à la constatation sur le territoire communal de toutes infractions aux règles relatives à l'urbanisme et aux autorisations d'occupation des sols en application des dispositions susvisées.

ARTICLE 2 : Conformément à l'article R.160-3 du code de l'urbanisme, M. Anthony NARDELLA est porteur du présent commissionnement lors de la constatation des infractions susvisées.

ARTICLE 3 : Les infractions constatées par M. Anthony NARDELLA s'opéreront au moyen de Procès-Verbaux qui seront transmis sans délai à Monsieur le Procureur de la République près le Tribunal Judiciaire de NIMES.

ARTICLE 4 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de M. le Maire d'Aigues-Mortes, autorité territoriale ayant arrêté l'acte administratif en cause, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision contestée. Il peut également faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères – CS 88010 30941 – NÎMES Cedex 09 – www.telerecours.fr) dans ce même délai de deux mois, à compter de la notification ou de la publication de la décision attaquée.

Sauf disposition législative ou réglementaire contraire, dans les cas où le silence gardé par l'autorité administrative sur une demande vaut décision de rejet, l'intéressé dispose, pour former un recours, d'un délai de deux mois à compter de la date à laquelle est née une décision implicite de rejet. Toutefois, lorsqu'une décision explicite de rejet intervient avant l'expiration de cette période, elle fait à nouveau courir le délai de recours.

Aigues-Mortes, le 04 novembre 2022

Le Maire

Pierre MAUMEJEAN

Notifié le 09/11/22.....

Signature de l'agent :

